L'accord-cadre sur la qualité de vie au travail est-il mal parti ?

Les syndicats examinent actuellement le projet d'accord-cadre sur la qualité de vie au travail dans la Fonction publique et ont jusqu'à la mi-février pour se prononcer. La négociation menée par Marylise Lebranchu a pris fin le 8 janvier.

> Lire notre article sur cette négociation

Selon *La Gazette des Communes* (article mis en ligne le 29 janvier 2015 sur le site Internet du magazine) « *le premier protocole d'accord de l'après-élections professionnelles semble mal parti* ».

À l'heure actuelle, en effet, seule l'UNSA s'est prononcée en faveur d'une signature du "projet d'accord-cadre sur la qualité de vie au travail dans la Fonction publique". Mais la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la Fédération Autonome et la FSU sont a priori également favorables au texte. Les syndicats CGT, FO et Solidaires se montrent quant à eux très dubitatifs.

L'UNSA considère que ce projet d'accord-cadre est « *un texte satisfaisant, au travers tant des objectifs politiques gouvernementaux que des mesures concrètes annoncées et des droits nouveaux ouverts aux agents* ».
La CFDT juge pour sa part qu' « *il donne la possibilité aux personnels de prendre la parole et d'obtenir des réponses sur leur travail, ainsi que sur son organisation. Il va obliger les employeurs à regarder les effets, positifs ou négatifs, de ce qu'ils mettent en place* ».

De son côté, la CGT estime que « *la difficulté consiste à créer un rapport de force syndical sur le terrain, pour que le texte soit appliqué* (...). *Il ne contient aucun retour en arrière et ne consacre que des droits supplémentaires. Mais les préoccupations actuelles sont plutôt le point d'indice et les suppressions de postes* ».
Pour Solidaires, c'est le principe de libre administration des collectivités qui n'est pas acceptable. « *Certains chefs de service ne voudront sans doute pas jouer le jeu* » estime également ce syndicat.

Dans son article précité, *La Gazette des Communes* souligne que « *c'est au sein de la Territoriale que les critiques sont les plus vives* » sur ce projet d'accord-cadre.

> Participez à notre sondage sur la réforme de la Fonction publique menée par Marylise Lebranchu (ci-contre, en haut à gauche)